



PM Harper's press conference with Premier Charest

March 8, 2006 - 14h05 - Quebec City, QC - 29:15 minutes

JEAN CHAREST (premier ministre du Québec): Alors, bonjour. On peut procéder. Alors, bonjour, Mesdames et Messieurs. D'abord, c'est avec beaucoup de plaisir que nous accueillons aujourd'hui à l'Assemblée nationale du Québec ici au bureau du premier ministre le premier ministre du ministre du Canada, M. Stephen Harper.

Vous vous rappellerez que la dernière fois qu'on s'est rencontré en tête à tête, non pas la dernière parce que c'était un dîner que Monsieur Harper avait organisé pour tous les premiers ministres, mais en tête à tête, j'étais revenu et j'avais dû annoncer à mes amis de la galerie de la presse que je ne leur ramenait aucun souvenir d'Ottawa.

Et aujourd'hui, bien c'est au contraire, l'occasion de vous recevoir et de se rappeler qu'il y a de cela une vingtaine, plus d'une vingtaine d'années, un premier ministre du Canada avait également fait une visite à l'Assemblée nationale, une visite qui avait été beaucoup remarquée à l'époque et qui à

ce moment-là marquait le début d'une nouvelle ère dans les relations entre le Québec et le gouvernement fédéral.

Aujourd'hui, nous avons le privilège de recevoir Monsieur Harper pour discuter justement de nos relations, de discuter d'objectifs communs, de valeurs communes et de notre volonté commune de travailler ensemble.

Ça été l'occasion pour nous de discuter du cadre de travail que nous aurons pour les prochains mois et de certains enjeux, entre autres la question des relations internationales, la question du déséquilibre fiscal.

Monsieur Harper a soulevé ces enjeux-là. Lors de la campagne électorale des derniers mois, de 2006, en particulier lors de son discours du 19 décembre ici même, dans la ville de Québec.

Évidemment, on a discuté de plusieurs autres sujets et nous allons travailler en étroite collaboration dans les prochains mois.

This is the first time that we've had the privilege of hosting the prime minister of Canada in Quebec city in the National Assembly and as premier since the visit of Brian Mulroney in 1984 and it's an opportunity for us to enter into a new era in this relationship between Quebec and the federal government.

I'm delighted to host Premier Harper. It's an opportunity for us to look at

our relationship and how we will work together on a number of issues of common interest where we share common values. One of them in particular being international relations and another one being the fiscal imbalance among other issues. So we're delighted to host you here, Prime Minister.

Et je vais inviter Monsieur le premier ministre Harper à nous dire quelques mots et ensuite, nous aurons l'occasion de recevoir vos questions.

STEPHEN HARPER (premier ministre du Canada): Merci, Monsieur le premier ministre. Merci, Mesdames et Messieurs. Le 19 décembre dernier, j'ai promis d'inviter le Québec à prendre part à toute futur délégation canadienne à l'UNESCO. J'ai le plaisir de vous annoncer aujourd'hui que le premier ministre Charest et moi, nous avons convenu de confier nos ministères respectifs la tâche de veiller à ce que la voix unique du Québec puisse se faire entendre à l'UNESCO.

Maintenant que je suis premier ministre, j'ai bien l'intention de travailler étroitement avec le premier ministre afin de faire en sorte que mon engagement à cet égard devienne réalité.

J'aimerais également profiter de cette occasion pour vous annoncer que j'assisterai au sommet de la Francophonie 2006 qui se tiendra à Bucarest

en Roumanie à la fin septembre. La francophonie constitue une organisation de premier plan qui joue un rôle important dans la promotion de la langue française et des droits de la personne ainsi que l'établissement d'une saine gouvernance chez ses membres.

Grâce à leur participation, le Canada et le Québec seront mieux aptes à promouvoir sur la scène internationale la vision et la diversité culturelle qui nous caractérise et à les mettre en valeur. Le prochain sommet de la francophonie aura lieu dans la ville de Québec en 2008. Le premier ministre et moi, nous avons convenu de collaborer ensemble à l'organisation et à la promotion de cet événement.

Alors que tous les Québécois et tous les Canadiens célébreront le 400^e anniversaire de la fondation de Québec, nous accueillerons les délégués au deuxième sommet de la francophonie venus des quatre coins de la planète. J'ai confiance qu'en bout de ligne, nous pourrons présenter le fier héritage français et la vibrante culture francophone du Canada au monde entier.

And I'll just repeat that. As you know, on December the 19th, I promised to invite Quebec to participate in any future Canadian delegation, any future Canadian UNESCO delegation. I'd like to announce today that Premier Charest and I have agreed to task our respective ministers to

move forward on ensuring that Quebec's unique voice be heard at UNESCO.

Now, as Prime Minister, I intend to work with premier Charest to ensure that this commitment becomes a reality.

I'd also like to take the opportunity to announce that I will be attending the 2006 Francophone Summit which is to be held in Bucharest, Rumania, as you all know, at the end of September. The Francophonie is a vital organization that plays an important role not just in promoting the French language but also human rights and good governance among its members.

Through their participation, our participation, Canada and Quebec are able to advance and promote their cultural, our cultural diversity and vision on the international stage.

The next Francophone Summit, as you know, is set to take place here, in Quebec City, in 2008 and Premier Charest and I have agreed to work together in the organization and promotion of this great event. As all Quebecers and Canadians celebrate the 400th anniversary of the foundation of Quebec, we'll be hosting delegates coming from around the world to participate in the 12th Sommet de la francophonie. I trust that the

end product will showcase Canada's proud francophone heritage and of course its vibrant culture to the world.

And I'll stop there and we'll take some questions.

ANIMATEUR: Merci. On va prendre les questions à partir des micros seulement, en français d'abord.

QUESTION: La voix de Québec à l'UNESCO était une revendication donc du Québec. Une revendication importante est également le règlement du déséquilibre fiscal.

JEAN CHAREST: Oui.

QUESTION: J'aimerais savoir si aujourd'hui, Monsieur Charest, vous avez demandé peut-être un signe concret dans le prochain budget et si Monsieur Harper a acquiescé à ce genre de demande-là?

JEAN CHAREST: Bon, on en a discuté. On en a discuté beaucoup. On a eu l'occasion d'en parler. La première fois qu'on s'est vu, on en a parlé également avec les premiers ministres lors de notre dîner, lors du dîner qu'a tenu le premier ministre Harper à 24 Sussex et nous avons convenu de travailler là-dessus dans la prochaine année. C'est pas une affaire qui va se régler du jour au lendemain mais nous avons une volonté commune d'arriver à une solution là-dessus.

Et je suis assez optimiste. Je sens que cette volonté-là est ferme d'une part et qu'on va mettre nos équipes respectives au travail justement pour arriver à une conclusion heureuse de ce dossier.

STEPHEN HARPER: Je peux mentionner, évidemment c'est un dossier important et difficile. Nos priorités pour le prochain budget seront les priorités exprimées, les priorités précises exprimées dans la campagne électorale qui vient de finir et il y a beaucoup de mesures là sur les dépenses et les impôts que nous avons l'intention de poursuivre dans ce budget.

Ce printemps, nous recevrons des rapports d'un panel d'experts établi par l'ancien gouvernement fédéral et aussi un rapport sur la perspective du déséquilibre fiscal du conseil de la fédération. Nous avons l'intention d'étudier ces rapports et de faire des propositions pour discussion et négociations plus tard au printemps.

QUESTION: Si vous le permettez, Monsieur Harper, aujourd'hui, en cette journée du 8 mars, il y a eu une manifestation de femmes à Ottawa sur le programme des garderies. C'est une autre revendication du Québec. Est-ce que vous êtes toujours décidé à mettre un terme à ce programme qui avait été mis sur pied par le gouvernement précédent et à envoyer de l'argent aux parents?

STEPHEN HARPER: Évidemment, nous avons l'intention de poursuivre notre programme. L'objectif principal de notre programme est de donner une allocation familiale à chaque famille à travers le pays. C'est une grande augmentation des dollars donnés par le fédéral pour la garde d'enfants et c'est une, je pense que c'est une mesure très populaire avec la grande majorité de femmes au Québec et ailleurs.

Évidemment, nous comprenons que ces changements créent certains défis pour le gouvernement du Québec et nous sommes en train d'encourager des discussions parmi nos ministres pour arriver à une solution.

QUESTION: Bonjour, Messieurs les premiers ministres. La question, ça touche les Premières nations du Québec et du Labrador, ainsi que l'assemblée du Premières nations du Canada. Il y a eu une entente signée à Kelowna. On aimerait savoir quelle est la position du Québec et du fédéral sur cette question-là?

STEPHEN HARPER: Je peux répondre vite.

QUESTION: Le fait que le Québec n'ait pas participé.

STEPHEN HARPER: Nous...

QUESTION: L'assemblée des Premières nations du Québec et du

Labrador.

STEPHEN HARPER: Je pense que ni le premier ministre Charest, ni moi étions là à Kelowna. J'étais chef de l'opposition à cette époque. Je peux dire seulement que nous appuyons les objectifs de ces discussions. Je peux noter que malgré les grands dessins de l'ancien gouvernement, il n'y avait pas de l'argent dans leur budget pour cet accord. Évidemment notre gouvernement doit travailler pour faire du progrès et nous devons trouver de l'argent pour faire du progrès et c'est quelque chose, c'est facile pour l'ancien gouvernement de faire des promesses sans de l'argent. Mais nous avons maintenant un défi important de faire du progrès et de trouver l'argent pour le faire.

JEAN CHAREST: Vous avez mentionné qu'on était, je pense, absents, c'est-à-dire que les communautés autochtones, les nations autochtones du Québec sauf pour les Inuit, avaient choisi de ne pas participer à la conférence de Kelowna, ce que nous avons, un choix que nous avons respecté, soi dit en passant.

Cela étant dit, nous avons, nous, un forum qui doit avoir lieu avec les nations autochtones québécoises. On prévoit faire le forum en 2006. Nous espérons évidemment qu'il aura lieu parce qu'on n'est pas les seuls à l'organiser. C'est les nations autochtones qui sont chargées de mener

l'organisation de ce forum et ça se fera dans la foulée de Kelowna et des engagements que le gouvernement du Québec avait pris à Kelowna.

ANIMATEUR: (Inaudible).

QUESTION: Monsieur le premier ministre Harper, le cœur de votre réussite politique au Québec s'est passé ici, dans la région de Québec avec huit députés. Or, depuis l'élection, les huit députés et ministres sont pour le moins discrets et il y a beaucoup de dossiers qui sont en attente ici, dans la région – entre autres le centre de tri postal, l'aéroport, le zoo, le centre d'entraînement national à lac Beauport.

Quand entendez-vous dire concrètement merci aux gens de Québec en répondant à ces dossiers-là?

STEPHEN HARPER: Évidemment, dans la campagne électorale, j'ai fait certains engagements et je voudrais voir du progrès sur ces engagements, y compris l'aéroport. Le ministre Cannon est ici aujourd'hui et il est en train d'examiner des options pour adresser ce problème mais évidemment, nous avons beaucoup d'enjeux ici et je m'attends à des pressions des députés locaux efficaces pour régler, pour faire du progrès sur ces problèmes.

QUESTION: Ils sont très discrets par exemple, ces députés locaux depuis

l'élection.

STEPHEN HARPER: Je peux dire seulement que tous les députés de mon caucus, y compris les députés de Québec, et du Québec. Ils me rappellent des engagements et des enjeux régulièrement.

QUESTION: Monsieur Charest, donc dans quelle mesure vous avez chiffré les demandes du Québec en terme de déséquilibre fiscal, de demande pour le post-secondaire, de demande pour les dossiers qui intéressent le Québec avec le fédéral? Est-ce que vous avez justement chiffré ces demandes-là et dans quelle mesure avez-vous obtenu des garanties en terme de nombre et dans le temps que ça va se réaliser?

JEAN CHAREST: D'abord, il y a plusieurs dossiers. Juste au niveau du déséquilibre fiscal, quand on va voir de quoi ça retourne, c'est une question de péréquation. Ça touche aux transferts fédéraux, ça touche aux questions de taxes ou de points d'impôt, le partage de l'assiette fiscale. Les transferts, ça touche l'éducation post-secondaire, c'est un ensemble d'enjeux qui sont affectés.

Alors, on a abordé ça de façon globale et on cherche pas à mettre un chiffre précis à ce moment-ci parce que les chiffres peuvent changer très rapidement, dépendant du contexte économique et dépendant des

circonstances.

Une chose paraît évidente, par contre. Au bout, une fois qu'on aura fait l'exercice, évidemment il y aura davantage de transferts qu'il y en avait avant. Il s'agit de faire un équilibre dans l'ensemble des sujets sur lesquels nous allons être appelés à débattre.

Monsieur le premier ministre Harper a indiqué dans la réponse qu'il a donnée tantôt qu'il y a deux panels qui doivent produire des rapports, que lui veut commencer à bouger là-dessus au printemps, faire le travail. C'est un travail qui va se faire aussi à l'intérieur de la fédération canadienne, au conseil de fédération et ailleurs.

Ce que je retiens d'important pour nous, c'est que le travail commence, que la volonté y est et que nous allons avancer là-dessus dans la prochaine année.

QUESTION: Monsieur Harper, est-ce que vous allez effectivement faire quelque chose dans la prochaine année sur ces dossiers-là ou est-ce qu'il va falloir attendre qu'il y ait une campagne électorale au Québec pour que vous ameniez de l'eau au moulin du gouvernement du Québec?

STEPHEN HARPER: J'espère de faire du progrès pendant l'année prochaine. Évidemment, nous devons recevoir premièrement des deux

rapports que j'ai discutés et nous avons l'intention de prendre l'initiative pour faire des propositions. Après ça, on va avoir les réactions des provinces et du public pour voir si nous pouvons faire du progrès. Mais c'est un engagement sérieux de notre gouvernement d'admettre l'existence du déséquilibre fiscal et de prendre des mesures pour mieux régler les problèmes de notre fédération.

Je peux mentionner aussi, je pense que j'ai dit que le premier ministre Charest n'était pas à Kelowna, ce n'est pas vrai. Le premier ministre Charest est là. Je voulais dire que certains groupes autochtones québécois n'étaient pas là.

JEAN CHAREST: Effectivement, oui.

QUESTION: Monsieur Harper, concernant le centre de tri, pourquoi avez-vous décidé de rencontrer le syndicat des employés alors que le démembrement du centre a déjà commencé et qu'est-ce que vous pouvez faire pour changer la situation vraiment?

STEPHEN HARPER: Je peux dire seulement que c'est une décision, c'était une décision de Poste Canada. Ce n'est pas une décision du gouvernement du Canada mais nos ministres et nos membres dans cette région sont en train d'examiner les possibilités pour améliorer cette

situation mais je dois dire que c'est une société à "arms length" du gouvernement du Canada. Ce n'est pas... Je ne peux pas être dans une position de dicter une solution.

QUESTION: Et vous, Monsieur Charest, qu'est-ce que vous en pensez?

JEAN CHAREST: Bien, je constate, comme vient de le dire le premier ministre Harper, que le caucus des députés régionaux travaille sur ce dossier-là. Ils feront sans doute des recommandations à Poste Canada. Mais c'est une affaire qui relève du gouvernement fédéral et dans la mesure où les députés régionaux répondent justement aux préoccupations des gens qui sont affectés, il faut suivre ça et il faut espérer qu'ils puissent trouver une bonne solution. Merci.

QUESTION: Monsieur Charest, la ministre Gagnon-Tremblay ce matin a invité les opposants et les environnementalistes au projet du mont Orford à acheter la montagne. Est-ce que c'est la réponse officielle du gouvernement aux opposants à ce projet-là et est-ce que c'est une réponse réaliste?

JEAN CHAREST: La réponse qu'a donné le gouvernement tient compte du fait que c'est très difficile, si pas à peu près impossible dans le cas d'Orford, de concilier le fonctionnement d'un centre de ski avec le mandat

puis la mission d'un parc. Et Dieu sait qu'on a fait le tour de la question pendant des mois pour essayer de faire la quadrature du cercle puis finalement, la solution à laquelle on est arrivée est une solution logique, c'est-à-dire qu'on sort le centre du ski du parc et le golf et comme ça, ils pourront opérer comme un centre de ski puis un golf opère normalement.

Et là, on va agrandir la surface du parc. Et là, on réussit à trouver une solution qui reflète ce que doit être le développement durable. Puis tout ça va se faire dans la transparence. Alors, effectivement, c'était compliqué ce dossier-là parce qu'on essayait de réconcilier deux choses qui sont difficilement réconciliables et en agissant comme ça, c'est une solution qui en passant avait été avancée par Tom Mulcair. Une solution comme celle-là me paraît logique.

QUESTION: Mais sur la proposition de Madame Gagnon-Tremblay qui leur dit achetez-là, la montagne, si vous voulez pas qu'on construise.

JEAN CHAREST: Il va y avoir un appel d'offre. Il va avoir un appel d'offre public. Ça va être fait avec transparence. Alors, s'il y a des gens qui veulent faire des offres, ils le feront et le gouvernement va agir avec transparence et on va finalement régler la question de l'avenir du parc. Mais on va le faire dans un cadre où on va aller agir de façon logique.

ANIMATEUR: Monsieur Bégin, une dernière en français.

QUESTION: Monsieur Harper, en campagne, vous avez appuyé la gestion de l'offre. Est-ce que vous êtes prêt à intervenir pour limiter l'importation de substituts laitiers qui est en train de détruire l'industrie laitière au Canada?

STEPHEN HARPER: Le gouvernement du Canada, mon gouvernement appuie la gestion de l'offre. Nous avons là une décision difficile des tribunaux. Nous cherchons deux choses. Nous cherchons à continuer nos actions dans les tribunaux et dans les cours pour arrêter cette décision, si ce n'est pas possible. Mon gouvernement examine des options pour réagir. Mais c'est tout ce que je peux dire à ce moment, juste pour réaffirmer notre engagement envers la gestion de l'offre, et nos déterminations de suivre des options possibles et légales pour protéger le système.

ANIMATEUR: Anthony.

QUESTION: Prime minister, have you any intention of asking the United Nations to change the rules in order to allow Quebec an official seat at UNESCO?

STEPHEN HARPER: That is not in our plans, nor to this point has the

government of Quebec requested that we do so. We've agreed to undertake some negotiations between our ministers and we're very flexible but the options on the table at the moment don't involve asking the United Nations to change any of its rules.

QUESTION: And do you have a process in place now for the fiscal imbalance? Can you give us details as to what that process will entail?

STEPHEN HARPER: I can't give you any more details. I'll just repeat what I said in French, which is that our priority for this budget, as we've said repeatedly, will be the commitments we've made during the campaign on both taxation and spending, that we made some very important promises. Our spring session will be focused on the five major priorities that the government has been consistent about during the past few months.

In the spring, we will receive, in fact shortly, we may receive both the expert panel report that the previous government commissioned on equalization, and we will receive the council of the federation's report on the fiscal imbalance. We're going to take these two reports into consideration, examine them and this spring, we will table, I expect to table our own proposals for discussion on how to move forward on the fiscal imbalance.

I expect to do that later in the spring and I expect to get lots of reaction from the provinces and the public and we'll then see whether we've got any kind of a basis to move forward toward a unified solution.

QUESTION: But what is it about Quebec that makes this province so crucial in defining your political agenda?

QUESTION: Prime Minister, I just wonder how you plan to satisfy Quebec's demands for the daycare dollars to go to the government and yet do something different in the rest of the country without alienating one or both sides?

STEPHEN HARPER: Well, I think as I said, I've made clear that obviously our priority is to implement the childcare plans that we ran on in the election campaign. Obviously, the centrepiece of that plan is to give money directly to parents. As you know, this is a popular proposal across the country, including in Quebec, and we're spending a lot more money on these childcare initiatives than the previous government was going to.

I simply said that we recognize this causes some difficulties for Quebec because it's already operating a daycare system. We have given 14 months' notice extended funding for that period. We're going to be looking at, I know our ministers will be looking at possible solutions to this problem

in the next few months. And obviously, whatever we do, if it has any applicability to other provinces, will have to be extended to those provinces.

As I say though our priority is obviously to get on with implementing our own program.

QUESTION: In terms of UNESCO, what options are on the table to give Quebec that greater voice?

STEPHEN HARPER: Well, you know, in fairness, Susan, I don't think it would be right for us to negotiate in public.

QUESTION: Maybe sort of a broad range of what some of things might be?

STEPHEN HARPER: Well, no, not really. Look, we've been clear. The government of Canada wants to see Quebec participate in UNESCO and we're open to a range of models. We want to make sure that in areas of provincial jurisdiction, provincial and international affairs, that the provinces have a role, that they're recognized and in particular with Quebec's specific needs in the area of culture and language, that that's specifically addressed through a mechanism at UNESCO. There's a couple of proposals on the table and as I say, we're very flexible and very

optimistic we're going to reach a solution sooner rather than later.

QUESTION: And the two of you have met three times in the last three weeks. Is there anything people should read into the importance I guess of Quebec to your agenda and where do the rest of the provinces fit into that as well?

STEPHEN HARPER: Well, one of the three meetings you're referring to was a meeting with all of the provincial premiers and myself. I have met other premiers as well over this period of time, but I don't hesitate to say that both Premier Charest and myself and I think most of the other provincial premiers recognize that proceeding with le fédéralisme d'ouverture and making sure we get a renewed federalism that is positive and productive in the province of Quebec is obviously a priority for this government.

And I think it's a priority for all Canadians. We all know the difficult period we're coming out of in terms of the sponsorship scandal and related problems and I do place a high priority in not just good relations with the provinces but getting the federal relationship with Quebec back on the right foot and I'm delighted to have such an effective partner in Premier Charest.

JEAN CHAREST: That was very good.

STEPHEN HARPER: See, who says we can't reach an agreement?

QUESTION: Mr. Charest, maybe you could just comment on that as well.

JEAN CHAREST: We believe in Canada. My government believes as a federalist government and we want to work with our partners within the federation. We proposed and helped create the council of federation because our view is that our partnership and our relationship with all of Canada is about the federal government but it's also about our neighbours, it's about making this federation work more effectively.

And like everyone else, including all the federalists in Quebec when we saw the results of the last election campaign, what we saw was a number of Quebecers saying I want this country to work and I think it's possible that we work together and that we be more effective.

And in that, there is no contradiction with the rest of Canada. There never has been. This isn't about one part of the country against the other and it never has been. We, Prime Minister Harper and I, are going to work together and we're going to do it in a spirit that will reinforce our federal system of government and I will do it in the spirit that certainly is going to be in speaking on behalf of the interests of Quebec. But I've always

thought that those interests were very much the interests of Canada also.

QUESTION: Canadians are observing this new happy collaboration.

There have been suggestions that you need each other. Can you speak to the political upside for each of you? Each may face an election in 2007, give or take a few months, that there would be some positive politically for each of you in having a success in Canadian issues.

JEAN CHAREST: No one can predict what will happen exactly in a minority government and a minority Parliament, because frankly, and anything could happen. I can tell you that as far as we're concerned, making the right decisions and working together is going to be the best thing we can do if we want to gain the confidence of the people that we represent. So in the end, whatever the electoral or the election time frames may be, doing the right thing is what's going to allow us to gain the confidence of the people we're seeking.

Let me just add to that. I think we have to look at the picture more than just electorally. The fact of the matter is that a strong and united Canada requires a strong Quebec, that's a good partner with the federal government and the rest of the country. And I think we both believe that a strong Quebec requires membership, productive and positive membership in the Canadian federation. So in that sense, beyond our two political

parties or any of our particular electoral ambitions, I think our objectives here reflect the real interests of all Quebecers and all Canadians.

ANIMATEUR: Dernière question.

QUESTION: Mr. Charest, on Mont Orford, what do you say to the critics who now say it seems your government is putting economic development ahead of sustainable development and the environment?

JEAN CHAREST: We have delivered this decision in the case of Mount Orford, acknowledging that having a ski hill within a national park isn't an ideal situation and that if we are going to address logically the future of the park and the ski hill, that they needed to be separated one from the other and as far as their operations are concerned. And that's the crux of the decision that was made and that's what we call sustainable development.

Thank you. Thank you, Stephen. I think we're going to move right.

- 30 -

